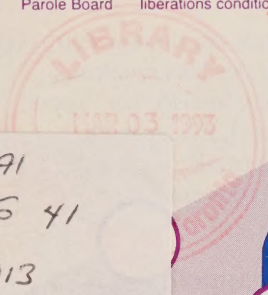




National
Parole Board

Commission nationale des
libérations conditionnelles

Government
Publications



CAI
SG 41
-7013



THE RIGHT OF APPEAL



Mission Statement

The National Parole Board, as part of the criminal justice system, makes independent, quality conditional release and pardon decisions and clemency recommendations.

The Board, by facilitating the timely reintegration of offenders as law-abiding citizens, contributes to the protection of society.

Mission statement National Parole Board

The Corrections and Conditional Release Act allows inmates to appeal most decisions of the National Parole Board.

Who may appeal?

If you, as an inmate, believe the National Parole Board reached a conditional release decision that was unfair, you may ask for an appeal. To prepare your appeal, you may ask for help from the case management staff, from your lawyer, or from anyone else you think might help.

Members of the National Parole Board Appeal Division will review your appeal. Board members who voted on the decision will not be part of the appeal process.

There will be no interview.

Appeal Division members examine your case from your file, listen to the hearing tapes if available, and read anything you send explaining why your case needs to be reviewed. They will not interview you or anyone who helps you with your appeal.

What decisions may I appeal?

You may appeal any of the following decisions of the National Parole Board:

- unescorted temporary absence program denied;
- day or full parole denied or cancelled;
- day or full parole or statutory release revoked or terminated;
- an order of detention or a confirmation of such an order;
- an order to live in a community-based residential centre;
- one-chance statutory release;
- negative decisions resulting from a new review ordered by the Appeal Division; and
- refusal to direct release on full parole for those offenders eligible for accelerated review.

Are there any decisions that I cannot appeal?

Yes. Decisions and administrative determinations other than those mentioned above cannot be appealed. For example, decisions about whether to permit an observer to attend a hearing cannot be appealed.

When should I appeal?

You have two months from the date of the Board's decision to get your request to the office of the Appeal Division. If you are late with your appeal, explain why. The Division may be able to accept your appeal.

How should I appeal?

Use the form, "Request for Re-Examination of Decision," which you can get from your case management officer (CMO). Be sure



to explain clearly why you are appealing the Board's decision.

On what should I base my appeal?

Write and explain your point of view if you think the Board:

- failed to observe a principle of fundamental justice;
- made a mistake in law;
- did not follow its own policies;
- based the decision on incorrect or incomplete information; or
- acted without jurisdiction; that is, in some way not allowed by the law or did not obey the law.

Remember: The Board may deal with only one request at a time. Your file must stay with the people reviewing your case. If you appeal, your case file must go to Ottawa and the regional division of the Board in your area cannot deal with a new request for conditional release until the Appeal Division returns your case file. You may wish to ask the region to look at a new application rather than appealing the decision.

Talk to your independent adviser or your case management officer who can help you decide what to do.

A few things to keep in mind

You may have more than one decision re-examined. If the Board made more than one decision, you may ask that any or all be reviewed. The same two-month time limit applies.

An appeal cannot be based on a new release plan or new developments since the date of the decision being re-examined.

This would be a new application. Work with your case management officer to prepare a new application for release.

What will result from my appeal?

As a result of your appeal, the Appeal Division will either:

- confirm the decision;
- vary the decision;
- reverse or cancel the decision;
- set a review date; or
- order a new hearing or review.

When will I hear from the Appeal Division?

The Appeal Division will let you know promptly that your appeal has been received and tell you how long it is expected to take to reach a decision.

Where do I send my appeal?

Appeal Division
National Parole Board
340 Laurier Avenue West
10th floor
Ottawa, Ontario
K1A 0R1

This brochure is for information only.

Legal interpretation must be based on legislation.

© Minister of Supply and Services Canada
1992

Cat. no. JS92-39/1992

ISBN 0-662-59380-4



Énoncé de mission

La Commission nationale des libérations conditionnelles, en tant que partie intégrante du système de justice pénale, rend de façon autonome des décisions judiciaires sur la mise en liberté sous condition et sur la réhabilitation et formule des recommandations en matière de clémence.

Elle contribue à la protection de la société en facilitant la réintégration opportune des délinquants comme citoyens respectueux de la loi.

Énoncé de mission Commission nationale des libérations conditionnelles

La Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition permet aux détenus d'en appeler de la plupart des décisions rendues par la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Qui peut faire appel?

Si vous estimez que la Commission a rendu une décision injuste en matière de mise en liberté sous condition, vous pouvez faire appel. Si vous avez besoin d'aide pour préparer votre demande de réexamen, vous pouvez vous adresser au personnel de gestion des cas, à votre avocat ou à toute autre personne susceptible de vous aider.

Les membres de la Section d'appel qui examinent votre demande ne sont pas les mêmes que ceux qui ont rendu la décision initiale.

Il n'y a aucune entrevue.

Les membres de la Section d'appel examinent votre dossier, écoutent les enregistrements de votre audience, le cas échéant, et prennent connaissance des motifs que vous avez invoqués à l'appui de votre demande de réexamen. Ni vous ni la personne qui vous est venue en aide ne serez convoqués à une entrevue.

Quelles sont les décisions sujettes à appel?

Vous pouvez en appeler des décisions suivantes :

- refus d'accorder une permission de sortir sans surveillance;
- refus ou annulation de la semi-liberté ou de la libération conditionnelle totale;
- révocation ou cessation de la semi-liberté, de la libération conditionnelle totale ou de la libération d'office;
- ordonnance de maintien en incarcération ou confirmation d'une telle ordonnance;
- ordonnance d'hébergement dans un centre résidentiel communautaire;
- libération d'office à octroi unique;
- décision défavorable rendue à la suite d'un nouvel examen ordonné par la Section d'appel;
- refus d'accorder la libération conditionnelle totale à la suite d'un examen expéditif.

Y a-t-il des décisions qui ne sont pas sujettes à appel?

Oui. Les décisions autres que celles susmentionnées et les décisions administratives ne sont pas sujettes à appel. Par exemple, la décision d'autoriser ou non la présence d'un observateur à une audience n'est pas susceptible d'appel.

Quand peut-on faire appel?

Vous avez deux mois à compter de la date à laquelle la Commission a rendu sa décision pour faire parvenir votre demande au bureau de la Section d'appel. Si vous présentez votre demande en retard, donnez-en les raisons à la Commission. Elle pourrait être en mesure d'accueillir votre appel.



Comment faire appel?

Remplissez le formulaire «Demande de réexamen d'une décision», que vous pouvez obtenir auprès de votre agent de gestion des cas (AGC). Assurez-vous d'expliquer clairement pourquoi vous en appelez de la décision de la Commission.

Sur quoi peut-on fonder un appel?

Vous pouvez écrire au bureau de la Section d'appel pour faire valoir votre point de vue si vous croyez que la Commission :

- a violé un principe de justice fondamentale;
- a commis une erreur de droit;
- a contrevenu à ses propres directives;
- a fondé sa décision sur des renseignements erronés ou incomplets;
- a agi en dehors des limites de sa compétence, c'est-à-dire, qu'elle n'était pas autorisée par la loi ou qu'elle ne s'y est pas conformée.

Rappel : Vous ne pouvez présenter qu'une demande à la fois à la Commission. Votre dossier doit être conservé par ceux qui révisent votre cas. Si vous faites appel, votre dossier est envoyé à Ottawa et la section régionale de la Commission ne peut traiter une nouvelle demande touchant la mise en liberté tant que la Section d'appel n'a pas retourné votre dossier. Vous pouvez choisir de présenter une nouvelle demande à votre section régionale plutôt que d'en appeler de la décision rendue. Votre agent de gestion des cas ou toute autre personne de votre choix peut vous aider à prendre une décision.

Renseignements importants

Vous pouvez en appeler de plus d'une décision. En effet, si la Commission a rendu plusieurs décisions à votre égard, vous pouvez demander qu'elles soient toutes réexaminées. Le même délai de deux mois s'applique alors.

Un appel ne peut être fondé sur un nouveau projet de libération ou sur des faits nouveaux survenus après que la décision visée par l'appel a été rendue. Dans ces cas-là, il faut plutôt présenter une nouvelle demande de mise en liberté. Votre AGC pourra vous aider à la préparer.

Que résultera-t-il de l'appel?

Après avoir examiné votre demande, la Section d'appel pourra rendre l'une des décisions suivantes :

- confirmer la décision visée par l'appel;
- la modifier;
- la renverser ou l'annuler;
- fixer une date d'examen;
- ordonner une nouvelle audience ou un nouvel examen.

Quand la Section d'appel rendra-t-elle sa décision?

La Section d'appel vous fera parvenir un accusé de réception et vous informera du délai nécessaire à l'étude de votre demande.

Où doit-on envoyer la demande de réexamen?

Section d'appel
Commission nationale des libérations
conditionnelles
340, avenue Laurier ouest
10e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0R1

Le présent document est diffusé à titre d'information seulement.

Toute interprétation de nature juridique doit être fondée sur la loi.

© Ministre des Approvisionnements et Services
Canada 1992

No de cat. JS92-39/1992

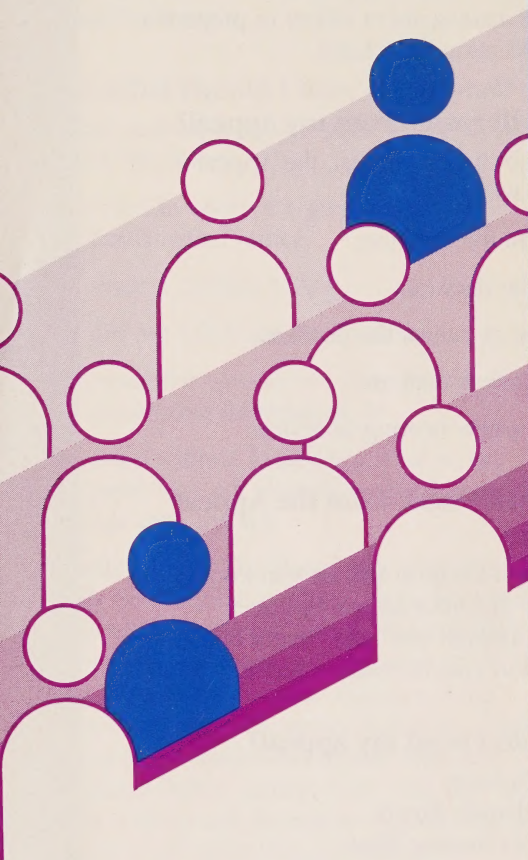
ISBN 0-662-59380-4





Commission nationale des
libérations conditionnelles

National
Parole Board



DROIT D'APPEL



Canada